

# REGLEMENT DU TRIBUNAL D'APPEL INTERNATIONAL DE LA FIA

## RULES OF THE FIA INTERNATIONAL COURT OF APPEAL

### PREAMBULE

Le Tribunal d'Appel International (TAI) est chargé, pour résoudre les différends qui lui sont soumis, d'appliquer et d'interpréter le présent Règlement dans le but de faire respecter les Statuts, les Règles ainsi que le Code Sportif International de la Fédération Internationale de l'Automobile (FIA).

### Chapitre 1

### MISSIONS

#### Article 1 - Compétence contentieuse

Le TAI est chargé de juger en dernier ressort les différends ou conflits résultant de l'application des Statuts de la FIA, des Statuts de l'entité de droit suisse de la FIA ou des règles édictées par la FIA, de trancher tout différend d'ordre sportif survenant entre les membres de la FIA et d'examiner toute question d'ordre sportif pouvant lui être soumise par le Président de la FIA.

Les Autorités Sportives Nationales pourront soumettre les appels suivants :

- Appels à l'encontre des décisions prises par les ASN ou leur organe juridictionnel, toujours sous réserve des dispositions énoncées au premier paragraphe de l'Article 180 du Code Sportif International. Les appels des organisateurs, concurrents, pilotes ou autres licenciés ne peuvent être introduits en leur nom que par les Autorités Sportives Nationales de tutelle.
- Appels à l'encontre des décisions des commissaires sportifs lorsque les parties concernées ont décidé d'un commun accord de soumettre l'appel, non plus au Tribunal d'Appel National du pays de l'épreuve, mais directement au TAI avec le concours et l'accord de leurs Autorités Sportives Nationales de tutelle.
- Appels introduits à l'encontre des décisions des commissaires sportifs par au moins une partie en cause dans le cadre d'une épreuve des principaux Championnats de la FIA, dont la liste est dressée chaque année par le Conseil Mondial du Sport Automobile.
- Appels introduits par des Autorités Sportives Nationales pour des organisateurs, concurrents, pilotes, autres licenciés ou toute autre personne ou organisation ayant fait l'objet d'une sanction prononcée par le Conseil Mondial du Sport Automobile.

### PREAMBLE

To resolve disputes brought before it, the International Court of Appeal (ICA) has been constituted to apply and interpret the present Rules with the aim of enforcing the Statutes, the Rules and the International Sporting Code of the Federation Internationale de l'Automobile (FIA).

### Chapter 1

### MISSIONS

#### Article 1 - Competence with Regard to Disputes

The ICA shall judge definitively any dispute or conflict resulting from the application of the FIA Statutes, of the Statutes of the FIA body governed by Swiss law, or of the rules decreed by the FIA, settle any dispute of a sporting nature arising between members of the FIA, and to consider any matter of a sporting nature which may be submitted to it by the President of the FIA.

From National Sporting Authorities it will hear:

- Appeals from decisions of the ASNs or their judicial bodies, subject always to the provisions set out in the first paragraph of Article 180 of the International Sporting Code. Appeals by organisers, competitors, drivers or other licence-holders may be brought on their behalf only by the National Sporting Authorities to which they belong.
- Appeals from decisions of the stewards of the meeting where the parties concerned have jointly decided to submit the appeal, not to the National Court of Appeal of the country of the event, but directly to the ICA with the assistance and agreement of their respective National Sporting Authorities.
- Appeals from decisions of the stewards of the meeting, lodged by at least one of the parties concerned in the context of an event of a major FIA Championship, the list of these Championships being drawn up each year by the World Motor Sport Council.
- Appeals brought by National Sporting Authorities on behalf of organisers, competitors, drivers, other licence-holders or any other person or organisation which has been the subject of a sanction pronounced by the World Motor Sport Council.

Les membres affiliés à la FIA pourront soumettre les appels suivants :

- Appels à l'encontre des décisions prises par les organes de la FIA en application des Statuts (affiliations, radiations, sanctions, etc.).

La FIA, sous l'autorité de son Président, pourra soumettre les appels suivants :

- Appels, interjetés à titre principal ou à titre incident, à l'encontre des décisions des commissaires sportifs lors d'épreuves comptant pour des championnats de la FIA.
- Appels, interjetés à titre principal ou à titre incident, à l'encontre des décisions des ASN ou de leurs organes juridictionnels.

## **Article 2 - Compétence consultative**

Le Président de la FIA peut également saisir le TAI afin d'obtenir une interprétation non contraignante sur l'application des règles sportives ou statutaires édictées par la FIA. Le TAI pourra, pour parvenir à une interprétation éclairée, recourir à tout expert, témoin ou toute personne justifiant d'une expérience reconnue et pertinente.

## **Article 3 - Compétence en matière d'arbitrage**

Le Président de la FIA peut saisir le TAI afin de trancher tout différend d'ordre sportif ou statutaire survenant entre les membres de la FIA, qui auront préalablement consenti à une telle procédure.

## **Chapitre 2**

### **COMPOSITION**

#### **Article 4 - Membres**

Le TAI se compose d'un maximum de 18 membres titulaires de nationalités différentes auquel est adjoint un nombre équivalent de membres suppléants de même nationalité qu'eux.

Ils doivent constituer un collège de compétence internationale, à la fois sportive et juridique. Ils sont élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale à condition d'avoir été désignés par un membre affilié à la FIA. Un tiers des membres titulaires et de leurs suppléants est renouvelé chaque année et chacun des sortants peut prétendre à réélection à condition d'avoir été désigné à nouveau par un membre affilié à la FIA.

Aucun membre du Conseil Mondial du Sport Automobile ou des Commissions Sportives de la FIA ne peut être membre du TAI et inversement.

From Members affiliated to the FIA it will hear:

- Appeals from decisions taken by the bodies of the FIA in application of the Statutes (affiliations, striking off the rolls, sanctions, etc.)

From the FIA, under the authority of the President it will hear:

- Appeals, either principal or incidental, from decisions of the stewards of the meeting at events counting towards the FIA championships.
- Appeals, either principal or incidental, from decisions of the ASNs or of their judicial authorities.

## **Article 2 - Consultative Competence**

The President of the FIA may also refer a matter to the ICA in order to obtain a non-binding interpretation regarding the application of the sporting or statutory rules enacted by the FIA. In order to reach an informed interpretation, the ICA may call upon any expert, witness, or person showing proof of relevant and recognised experience.

## **Article 3 - Arbitrational Competence**

The President of the FIA may refer a matter to the ICA in order to settle any dispute of a sporting or statutory nature arising between members of the FIA, who will have jointly agreed in advance to such a referral.

## **Chapter 2**

### **COMPOSITION**

#### **Article 4 - Membership**

The ICA shall comprise a maximum of 18 Titular Members of different nationalities to whom are equally added Deputy Members of the same nationalities as the Titular Members.

They must constitute a body of jurists of international competence, both sporting and legal. They shall be elected for 3 years by the General Assembly provided they have been nominated by an affiliated member of the FIA. One third of the Titular Members and their Deputies are retired each year and can be considered for re-election provided they have again been nominated by an affiliated member of the FIA.

No member of the World Motor Sport Council or of the Sporting Commissions of the FIA may be a member of the ICA and vice versa.

En cas de démission, d'incapacité ou de décès d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant pour la période de son mandat restant à courir.

In the event of resignation, incapacity, or death, such Member shall be replaced by the Deputy Member for the remainder of his term of office.

#### **Article 5 - Indépendance du TAI**

Les membres doivent s'engager à agir en toute indépendance et objectivité, afin de respecter l'application du présent Règlement et de préserver l'indépendance du TAI. Chaque membre doit être et demeurer indépendant des parties. Tous les membres ont l'obligation de révéler immédiatement toute circonstance susceptible de compromettre leur indépendance à l'égard des parties ou de l'une d'elles. Un membre doit se récuser spontanément lorsqu'une audience implique, en tant que partie, une structure à laquelle il appartient ou dans laquelle un membre du cabinet d'avocats auquel il appartient exerce une activité de conseil ou participe à son fonctionnement à un titre quelconque. Les membres titulaires et les membres suppléants doivent prendre l'engagement de respecter l'intégrité et l'indépendance du TAI pendant et après la période couverte par leur mandat.

Les membres et membres suppléants sont tenus à l'obligation de confidentialité eu égard aux délibérations du TAI.

#### **Article 6 - Conseiller du TAI**

Le TAI est assisté, à titre consultatif exclusivement, d'un Conseiller. Ce dernier est un avocat qui sera chargé de vérifier la régularité des procédures et de s'assurer que les droits des parties sont respectés.

Le Conseiller du TAI est élu par l'Assemblée Générale de la FIA pour une période de quatre ans sur proposition du Congrès du TAI.

#### **Article 7 - Secrétaire Général et secrétariat du TAI**

Le TAI comporte un secrétariat du TAI composé d'un Secrétaire Général et de secrétaires représentant le Secrétaire Général le cas échéant. Le secrétariat du TAI assure les fonctions qui lui sont assignées par le présent Règlement.

Le Secrétaire Général a la responsabilité de convoquer toutes les réunions du TAI.

Chaque année, le Secrétaire Général doit :

- Inviter les membres affiliés à la FIA à désigner des candidats pour l'élection au TAI en remplacement des membres et membres suppléants sortants.
- Soumettre à l'Assemblée Générale un rapport sur les activités du TAI.

#### **Article 5 - Independence of the ICA**

Members must undertake to act with full independence and objectivity, to respect the application of these Rules, and to preserve the independence of the ICA. Each Member must be and remain independent of the parties. All Members are obliged to reveal immediately any circumstance likely to compromise their independence in respect of one or more of the parties. A Member shall spontaneously disqualify himself/herself from participating in a hearing which involves, as one of the parties, a structure to which he/she belongs or in which a member of the law firm to which he/she belongs exercises an advisory activity or takes part in its working in any capacity whatsoever. Members and Deputy Members shall sign a formal undertaking to respect the integrity and independence of the ICA both during and after their respective terms of office.

Members and Deputy Members are bound by a confidentiality obligation with regard to the deliberations of the ICA.

#### **Article 6 - The Counsel to the ICA**

The ICA shall be assisted in an exclusively advisory role by a Counsel. The Counsel shall be a lawyer, who will be responsible for verifying the regularity of the proceedings and ensuring that the rights of parties are respected.

The Counsel to the ICA shall be elected by the FIA General Assembly for a four year term on a proposal by the Congress of the ICA.

#### **Article 7 - The Secretary General and ICA Office**

The ICA shall include a ICA Office composed of a Secretary General and secretaries who represent the Secretary General when required. The ICA Office performs the functions which are assigned to it by these Rules.

The Secretary General shall be responsible for convening all meetings of the ICA.

Each year the Secretary General shall:

- Invite the FIA's affiliated members to nominate candidates for election to the ICA to replace the outgoing Members and Deputy Members.
- Submit a report to the General Assembly on the activities of the ICA.

Le Secrétaire Général est élu par l'Assemblée Générale de la FIA pour une période de quatre ans sur proposition du Congrès du TAI.

### **Article 8 - Congrès du TAI**

Le Congrès du TAI doit comprendre les 18 membres titulaires et remplir les attributions suivantes :

- Il élit parmi ses membres un Président et un Président Adjoint pour une durée d'un an.
- Il peut proposer des amendements au présent Règlement à soumettre à l'Assemblée Générale de la FIA.
- Il soumet au vote de l'Assemblée Générale de la FIA, pour un mandat de quatre ans, le Secrétaire Général du TAI.
- Il soumet au vote de l'Assemblée Générale de la FIA, pour un mandat de quatre ans, le Conseiller du TAI.
- Il examine le fonctionnement du TAI.
- Il examine les motifs de plainte à l'encontre des membres ou des membres suppléants auxquels il est reproché de ne pas avoir respecté les obligations de l'Article 5.

Le Congrès se réunit au moins une fois par an. Le Congrès doit constituer un quorum lorsqu'au moins un tiers de ses membres participe à une prise de décision. Les décisions sont prises lors des réunions ou par correspondance sur simple majorité des membres votants, le Président ayant voix prépondérante en cas d'ex-aequo. Un membre suppléant peut participer et voter lors des réunions du Congrès à condition que le membre qu'il représente lui ait donné une procuration.

Le Secrétaire Général et le Conseiller participeront aux réunions du Congrès à titre consultatif, sans droit de vote.

### **Article 9 - Audiences du TAI**

Pour les audiences du TAI, un collège de trois membres au moins sera établi. A chaque audience, les membres présents élisent un Président. Aucun membre du collège ne peut provenir du même pays qu'une partie en cause.

Le Secrétaire Général est responsable de la convocation de chaque audience et de la sélection des membres du collège. Toutes les parties concernées devront être avisées en temps opportun de la date de l'audience de l'appel.

Le TAI est assisté dans sa mission, lors de l'audience par :

- Un représentant de la FIA en la personne du

The Secretary General shall be elected by the FIA General Assembly for a four year term on a proposal by the Congress of the ICA.

### **Article 8 - The Congress of the ICA**

The Congress of the ICA, shall comprise the 18 Titular Members, and have the following functions:

- It elects from among its members for a one year term a President, and a Deputy President.
- It may propose amendments to these Rules for decision by the FIA General Assembly.
- It proposes for election by the FIA General Assembly for a four year term the Secretary General of the ICA.
- It proposes for election by the FIA General Assembly for a four year term the Counsel of the ICA.
- It reviews the functioning of the ICA.
- It examines any grounds for complaint against Members or Deputy Members who are alleged not to have complied with the obligations of Article 5.

The Congress shall meet at least once a year. The Congress shall constitute a quorum when at least a third of its members participate in taking a decision. Decisions are taken during meetings or by correspondence by a simple majority of the voting members, the President having the casting vote in the event of a tie. A Deputy Member may participate and vote in meetings of the Congress provided that they have been given a proxy by the relevant Member.

The Secretary General and the Counsel will participate in the meetings of the Congress in an advisory role without a vote.

### **Article 9 - Hearings of the ICA**

For hearings of the ICA a panel will be established with a minimum of three members. At each hearing the members present elect a President. No member of the panel may be from the same country as a party to the proceedings.

The Secretary General is responsible for convening each hearing and for selecting the members of the panel. All parties concerned shall be given adequate notice of the hearing of any appeal.

The ICA shall be assisted in its mission, during the hearing by:

- A representative of the FIA in the person of the

Secrétaire Général (Sport) et/ou du responsable juridique de la FIA.

- Le Conseiller chargé de vérifier la régularité de la procédure et de s'assurer que les droits de toutes les parties sont dûment respectés.

Secretary General (Sport) and/or the FIA's legal officer.

- The Counsel responsible for verifying the regularity of the procedure and ensuring that the rights of all the parties are duly respected.

### **Chapitre 3**

#### **PROCEDURE**

### **Chapter 3**

#### **PROCEDURE**

#### **Article 10 - Siège du TAI**

Le siège du TAI est au 8, place de la Concorde à Paris. Toutefois, si les circonstances l'exigent, et après consultation de toutes les parties, le Secrétaire Général peut décider d'organiser une audience dans un autre lieu.

#### **Article 11 - Langues du TAI**

Les langues de travail du TAI sont le français et l'anglais. A défaut d'accord des parties, le Président de la formation choisit l'une de ces deux langues, en fonction de l'ensemble des circonstances qu'il juge pertinentes. Au cas où une des parties souhaite utiliser une autre langue, cette partie mettra les interprètes nécessaires à disposition, à ses propres frais.

#### **Article 12 - Représentation**

Les parties peuvent se faire représenter par des personnes de leur choix. Toutefois, l'identité de ces personnes doit être communiquée au secrétariat du TAI dans les délais fixés dans la convocation qui sera envoyée aux parties comme exigé à l'Article 18.

L'absence des parties à l'audience n'interrompra pas le cours de la procédure.

#### **Article 13 - Notifications et communications**

Le secrétariat du TAI assure l'échange de toutes les communications et est responsable de la réception, la transmission et la conservation de tous les documents pour toutes les parties et tous les membres du TAI. Il effectue toutes les notifications et convocations que le TAI adresse aux parties.

Toutes lettres ou communications ne seront recevables par le TAI que si elles émanent d'une ASN ou d'un membre affilié à la FIA (à l'exclusion des licenciés, concurrents ou pilotes et de leurs représentants juridiques).

#### **Article 14 - Notification d'un appel**

L'appel doit être notifié officiellement au secrétariat du TAI par l'ASN, ou le membre affilié à la FIA, par fax ou

#### **Article 10 - Seat of the ICA**

The seat of the ICA shall be 8, Place de la Concorde, Paris. However, should circumstances warrant, and after consultation with all parties, the Secretary General may decide to hold a hearing in another place.

#### **Article 11 – Official Languages of the ICA**

The languages of the ICA shall be French and English. In the absence of agreement between the parties, and taking into account all pertinent circumstances, the President of the hearing shall select one of these two languages. Should one of the parties wish a different language to be used, that party must make the necessary interpreters available at its own expense.

#### **Article 12 - Representation**

The parties may be represented by persons of their choice. However, the identities of these persons must be communicated to the ICA office within the time indicated in the Convening Notice that will be sent to the parties as required by Article 18.

The failure of the parties to attend the hearing shall not interrupt the course of the proceedings.

#### **Article 13 - Notifications and Communications**

All communications must be made through the ICA Office which is responsible for the acceptance, transmission and custody of all documents to all the parties and to the members of the ICA. It issues all the notifications and summonses that the ICA sends to the parties.

Any letters or communications will be admissible by the ICA only if they come from an ASN or from an affiliated member of the FIA (to the exclusion of licence-holders, competitors or drivers, and of their legal representatives).

#### **Article 14 - Notification of an Appeal**

The appeal must be formally notified to the ICA Office by the ASN, or the member affiliated to the FIA, by fax

par e-mail, et sous réserve d'une confirmation écrite de même date adressée par courrier.

La notification d'appel doit comprendre :

- l'identité de l'appellant (concurrent, pilote, organisateur, club membre, etc.)
- l'indication de la décision contestée ou de la question soumise au TAI.
- tout document prouvant que la caution d'appel a bien été versée au TAI.
- la signature d'un représentant dûment qualifié du club ou de la fédération affilié(e) à la FIA pour le compte de l'appellant.

Dans le cas d'une notification d'appel à l'encontre d'une décision des commissaires sportifs, l'intention de faire appel de cette décision doit également avoir été transmise par écrit aux commissaires sportifs, dans l'heure suivant la publication de la décision.

### **Article 15 - Paiement de la caution d'appel**

Une caution est exigée pour interjeter appel devant le TAI. Son montant est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la FIA. Il est actuellement de 6000 €.

La caution d'appel est exigible dès notification de l'intention d'appel, indépendamment du fait que l'appel ait lieu ou non.

### **Article 16 - Rejet ou retrait d'un appel**

Si un appellant souhaite retirer un appel après l'avoir interjeté, au moyen soit d'une intention d'appel, soit d'une notification officielle conformément à l'Article 14 ci-dessus, la demande devra être faite par écrit par l'ASN ou le membre affilié à la FIA. La demande de retrait sera étudiée lors de la prochaine audience du TAI.

Si l'appel est rejeté ou s'il est retiré, la caution versée ne sera pas restituée.

Si le TAI estime que l'appel est purement dilatoire, l'appellant pourra être condamné à une amende d'un maximum de € 153 000 en sus de toute autre caution.

### **Article 17 - Délais de notification d'un appel**

Délai pour la notification d'un appel par une ASN ou un membre affilié :

Toute notification d'appel par une ASN ou un membre affilié à la FIA doit être transmise au secrétariat du TAI dans les délais suivants :

- Appel contre une décision des commissaires sportifs : l'appel doit être notifié conformément

or by email, and also subject to written confirmation by post of the same date.

The notification of an appeal must include:

- The identity of the appellant (competitor, driver, organiser, member club, etc.)
- Indication of the contested decision or of the question submitted to the ICA
- Any document proving that the appeal fee has been paid to the ICA.
- The signature of a duly qualified representative of the club or of the federation affiliated to the FIA on behalf of the appellant.

For the notification of an appeal against a decision of the stewards of the meeting an intention of appeal must also have been given in writing to the stewards, within one hour of the publication of the decision.

### **Article 15 - Payment of the Appeal Fee**

A fee is charged for notifying an appeal before the ICA. The fee will be fixed annually by the FIA General Assembly. The current fee is €6000.

The appeal fee becomes payable on notification of the intention to appeal, irrespective of whether or not the appeal is proceeded with.

### **Article 16 - Rejection or Withdrawal of an Appeal**

If an appellant wishes to withdraw an appeal after it has been brought, either by an intention to appeal or by a formal notification in accordance with Article 14 above, the request must be made in writing by the ASN or the affiliated member of the FIA. The request for a withdrawal will then be considered by the next available hearing of the ICA.

If the appeal is rejected or if it is withdrawn no part of the appeal fee shall be returned.

If the ICA considers the appeal to be frivolous, the appellant may be required to pay a fine of a maximum of €153,000 in addition to any other fee.

### **Article 17 - Time Limits for Notifying an Appeal**

Time limit for the notification of an appeal by an ASN or an affiliated member:

Any notification of an appeal by an ASN or an affiliated member of the FIA must be transmitted to the ICA Office within the following time limits:

- Appeal from a decision of the stewards of the meeting: the appeal must be notified according

aux dispositions de l'Article 14 ci-dessus dans les 48 heures suivant la publication de la décision des commissaires sportifs sous réserve de notifier à ces derniers par écrit et dans l'heure de cette même publication, l'intention de faire appel de cette décision. Si la décision contestée des commissaires sportifs n'est pas publiée un jour ouvrable, la période de 48 heures ne débutera pas avant l'heure d'ouverture administrative de l'ASN de tutelle concernée, le jour ouvrable suivant.

- Appel contre une décision d'une instance juridictionnelle d'une ASN : l'appel doit être notifié conformément aux dispositions de l'Article 14 ci-dessus dans les 7 jours suivant la signification de la décision de l'organe juridictionnel national.
- Les appels contre des décisions prises par les organes de la FIA en application des Statuts (affiliations, radiations, sanctions, etc.) doivent être notifiés conformément aux dispositions de l'Article 14 ci-dessus dans les 7 jours suivant la signification de la décision.

to the provisions of Article 14 above within 48 hours following the publication of the stewards' decision, on condition that the stewards of the meeting are notified in writing of the intention to appeal from the decision within one hour of its publication. If the contested decision of the stewards is not published on a working day, the 48-hour period shall not commence until the official opening time of the parent ASN concerned, on the next working day.

- Appeal from a decision of a judicial body of an ASN: the appeal must be notified according to the provisions of Article 14 above within 7 days following the notification of the decision of the national judicial body.
- Appeal from decisions taken by the bodies of the FIA in application of the Statutes (affiliations, striking off the rolls, sanctions, etc.) must be notified according to the provisions of Article 14 above within 7 days following the notification of the decision.

Délai pour la notification d'un appel par la FIA :

L'appel doit être notifié au secrétariat du TAI par écrit dans les 7 jours à compter du moment où la FIA aura eu connaissance de la décision contestée, ou connaissance de l'appel ou du mémoire d'appel de l'une ou plusieurs parties.

#### **Article 18 - Confirmation de l'audience d'appel**

Une fois l'appel notifié et la caution d'appel versée, le Secrétaire Général du TAI adressera une convocation avisant les parties de la date et de l'heure de l'audience et précisant les délais de réception par le TAI du mémoire d'appel.

#### **Article 19 - Mémoire d'appel**

Une fois l'appel notifié, l'ASN doit transmettre au secrétariat du TAI, en français et en anglais, le mémoire d'appel destiné au TAI. Le TAI transmettra un exemplaire au défendeur qui aura alors la possibilité de soumettre un mémoire en réponse.

Les mémoires d'appel et en réponse doivent indiquer tous les arguments que les parties concernées entendent soulever (qui peuvent être présentés de manière succincte), le moyen de recours utilisé, une liste des preuves matérielles dont les parties entendent se prévaloir lors de l'audience du TAI (incluant les enregistrements vidéo, sonores, les photographies, graphismes, etc.) ainsi qu'un exposé des motifs pour lesquels elles pensent que de telles preuves appuieront leur thèse, avec des copies des dépositions de témoins ou des expertises qu'elles souhaitent produire.

Time limit for the notification of an appeal by the FIA:

Must be notified to the ICA office in writing within 7 days counting from the time it receives notification of the contested decision, or receives notification of the appeal or of the grounds of appeal of one or more parties.

#### **Article 18 - Confirmation of Appeal Hearing**

Once the appeal has been notified and the appeal fee paid, the Secretary General of ICA will issue a convening notice to the parties that will confirm the time and place of the hearing and stipulate the time limits for receipt by the ICA of the grounds of appeal.

#### **Article 19 - Grounds of Appeal**

Once the appeal has been notified, the ASN must transmit to the ICA Office in French and in English the grounds for appeal intended for the ICA. The ICA will transmit a copy to the respondent who will then have an opportunity to submit a written defence.

The grounds for appeal and defence must indicate each of the arguments which the relevant party intends to rely on (which may be presented in skeleton form), the remedy sought, a list of any material evidence which the party intends to make use of during the ICA hearing (including film recordings, sound recordings, photographs, graphics, etc) and a description of why the party believes such evidence at the hearing will support its case together with copies of any witness statements or expert opinions that the party wishes to rely on.

Dix exemplaires de ces documents en français et en anglais doivent être envoyés au TAI par courrier et un exemplaire doit être envoyé au secrétariat du TAI par fax ou par email le jour même de l'envoi du courrier

Délai pour l'envoi du mémoire d'appel :

- Il doit être envoyé dans les 8 jours à compter de la date à laquelle l'appel a été notifié.

Délai pour l'envoi d'une réponse :

- Elle doit être envoyée dans les 8 jours ouvrables à compter du jour de réception du mémoire d'appel envoyé par le secrétariat du TAI. Ce mémoire en réponse sera communiqué à toutes les parties concernées.

Lorsque le caractère urgent d'une affaire exige du TAI qu'il rende son jugement dans un délai très bref, le Secrétaire Général, après avoir consulté les parties, pourra réduire les délais de réception et d'échange du mémoire d'appel et/ou d'une réponse en défense. En pareils cas, les nouveaux délais seront précisés dans la convocation envoyée à toutes les parties.

Après échange des conclusions, les parties ne seront pas autorisées à faire d'autres dépositions à moins que le TAI ne l'autorise au motif de circonstances exceptionnelles.

#### **Article 20 - Instructions**

Le Président de l'audience pourra donner des instructions en ce qui concerne l'audience et le déroulement des affaires en général.

#### **Article 21 - Déroulement de l'audience**

Respectant le principe du contradictoire, le Président invitera les parties concernées à exposer leurs cas respectifs sans que les témoins soient présents, l'appelant prenant la parole en premier, suivi du défendeur.

Après les dépositions des parties concernées, le TAI entendra les différents témoins, sachants et experts. Les parties impliquées auront le droit d'interroger tous les témoins, sachants et experts sur leur déposition.

Les témoins pourront faire leur déposition et après l'avoir faite, ils ne pourront pas quitter la salle d'audience et ne seront pas autorisés à parler avec d'autres témoins n'ayant pas effectué leur déposition.

Le TAI pourra limiter ou refuser des témoins au motif que leur témoignage serait sans rapport avec l'affaire en cours.

Le TAI pourra convoquer un expert.

10 copies of these documents in French and English must be sent to the ICA by mail, and one copy must be sent to the ICA Office by fax or e-mail on the same day as the postal dispatch.

Time limit for sending the grounds of appeal:

- Must be sent within 8 days counting from the date on which the appeal was notified.

Time limit for sending a defence:

- Must be sent within 8 working days starting with the day of receipt of the grounds of appeal sent by the ICA Office. This reply in defence will be communicated to all the parties concerned.

Where the particular urgency of a case requires the ICA to give its ruling with the minimum delay, the Secretary General, after consultation with the parties, may reduce the time limits for the receipt and exchange of the grounds of appeal and/or a reply in defence. In such cases, the revised time limits will be set out in the convening notice sent to all the parties.

After exchange of evidence the parties shall not be permitted to produce further evidence except if the ICA so permits on the grounds of exceptional circumstances.

#### **Article 20 – Directions**

The President of the hearing shall be entitled to issue directions with respect to the hearing and the conduct of cases generally.

#### **Article 21 - Conduct of the Hearing**

Respecting the adversarial principle, the President shall invite the parties concerned to set out their respective cases in the absence of the witnesses starting with the appellant then followed by the respondent.

After the statements of the parties concerned, the ICA shall hear the respective witnesses, knowledgeable parties, and experts. The parties involved shall have the right to question all the witnesses, knowledgeable parties, and experts on their statements.

Witnesses will be entitled to give evidence and after making their statements, may not leave the courtroom or be allowed to speak to any other witness who has yet to give evidence.

The ICA may limit or disallow any witness on the grounds of irrelevance.

The ICA may summon an expert to provide evidence.

Indépendamment des parties concernées, le TAI peut entendre, à leur requête, les concurrents des principaux Championnats de la FIA qui pourraient être affectés directement et de manière significative par les conséquences éventuelles de la décision à intervenir. Il revient aux entités concernées d'adresser une demande par écrit au TAI pour une audience.

Sans préjudice de son droit d'appel en vertu de l'Article 1 ci-dessus, la FIA peut agir en sa qualité de gardien des règlements sportifs et techniques. La FIA est représentée à l'audience et a la faculté de faire valoir ses intérêts ou d'exposer sa position sous la forme d'un réquisitoire.

A ce titre, elle peut citer tout témoin d'accusation, expert ou conseiller technique. La FIA peut déposer des conclusions écrites et/ou présenter sa déposition oralement à l'audience.

Le Président invitera le défendeur et ensuite l'appellant à présenter leurs conclusions finales.

A la clôture de l'audience, les parties ne sont pas autorisées à soumettre d'autres conclusions, sauf en application des dispositions de l'Article 23 ci-après.

Après avoir entendu toutes les parties, témoins ou experts, le TAI délibèrera à huis clos avant de prendre sa décision.

## **Article 22 - Jugement**

Le TAI peut accepter ou rejeter un appel, et peut décider de confirmer, annuler, réduire ou augmenter la pénalité. Il peut annuler les résultats d'une compétition mais ne peut ordonner qu'une compétition soit recommencée. Les jugements du TAI sont motivés.

A la clôture de l'audience, le Président annoncera l'heure et la date de la notification du jugement écrit. Ce dernier sera publié en français et en anglais en règle générale dans les 24 heures suivant la clôture de l'audience. Des exemplaires du jugement seront envoyés par fax ou par email et par courrier aux parties concernées. Le secrétariat du TAI pourra délivrer des exemplaires sur demande écrite des intéressés.

Une fois notifié aux parties par le Secrétaire Général du TAI, le jugement est immédiatement exécutoire.

## **Article 23 - Procédure d'urgence**

Pour les affaires concernant un refus des Commissaires Sportifs de suspendre une pénalité en cas d'appel (article 152 du C.S.I.), un collège des urgences du TAI pourra être constitué pour juger, dans les plus brefs délais, si la décision prise par les Commissaires Sportifs doit ou non être assortie de l'exécution provisoire.

Independently of the parties to the appeal, the ICA may hear any competitor in a major FIA Championship, who so requests and who could be directly and significantly affected by the decision to be taken. It is to the responsibility of such parties to send a written request to the ICA for a hearing.

Without prejudice to its right of appeal by virtue of Article 1 above, the FIA may act in its capacity as guardian of the sporting and technical regulations. The FIA is represented at the hearing and has the right to explain its interests or to set out its position in the form of a summing up for the prosecution.

As such, it may call any witness, or expert, or technical adviser. The FIA may submit written conclusions and/or present its statement verbally at the hearing.

The President will invite the respondent and then the appellant to make the closing statements.

Upon the close of the hearing the parties are not permitted to submit further submissions or evidence except under the provisions of Article 23 below.

After hearing from all the parties, witnesses, or experts, the ICA will then deliberate in closed session before reaching its decision.

## **Article 22 - Judgement**

The ICA may allow or dismiss the appeal, and may decide to confirm, waive, mitigate or increase the penalty or annul the result of a competition, but it shall not be empowered to order any competition to be rerun. Judgements of the ICA shall be reasoned.

At the close of the hearing the President will announce the time and date for the announcement of the written judgement. This will be published in French and in English normally within 24 hours of the close of the hearing. Copies of the judgement will be sent by fax or email and by post to the parties. The ICA Office may distribute copies to those interested provided a request in writing is received.

Once notified to the parties by the Secretary General of the ICA, the judgment becomes binding with immediate effect.

## **Article 23 – Emergency Procedure**

In cases involving a refusal by the Stewards to suspend a penalty pending appeal (article 152 of the ISC) an emergency panel of the ICA may be established to judge as soon as possible, whether or not the decision of the Stewards must be accompanied by provisional execution.

La partie ou la FIA appelante devra formuler son recours par écrit adressé aux Commissaires Sportifs dans les deux heures qui suivront la présentation de son intention d'appel, notification accompagnée du versement de la caution d'appel et d'une brève motivation du recours à la procédure d'urgence rédigée en français ou en anglais, à charge par lesdits Commissaires de transmettre ces documents par télécopie au TAI.

Le secrétaire général du TAI désignera le Collège des Urgences, composé de trois membres du TAI, titulaires ou suppléants, désignés en fonction de leur disponibilité et dont chacun ne doit pas être de la nationalité des parties en cause ; le Collège élira président l'un d'entre eux lors de l'audience fixée sous les plus brefs délais par le Secrétaire Général qui adressera une convocation avec les documents ci-dessus indiqués. La convocation invitera toutes les parties à prendre part à une conférence téléphonique et/ou à une vidéoconférence.

Les parties et la FIA pourront soumettre une réponse au Collège des Urgences dans le délai fixé dans la convocation. Celle-ci pourra intervenir par télécopie ou par entretien téléphonique. Le Collège entendra les parties ainsi que le représentant de la FIA.

Après les avoir entendus et éventuellement leurs témoins, sachants et experts, le Collège décidera si la décision prise par les Commissaires sportifs doit être ou non assortie de l'exécution provisoire.

La décision de ce Collège des Urgences sera provisoire dans l'attente de la décision qui sera rendue lors d'une audience ultérieure du TAI saisi soit par l'appel d'une des parties, soit par celui de la FIA, à l'encontre de la décision des Commissaires Sportifs.

La décision prise par le Collège des Urgences sera publiée en français ou en anglais. Si l'appelant décide de retirer son appel devant le Collège des Urgences ou devant le TAI, les dispositions de l'article 16 s'appliqueront.

#### **Article 24 - Frais du TAI et remboursement de la caution d'appel**

En statuant sur les recours qui lui sont déférés, le TAI décidera, en fonction du jugement, du sort des dépens qui seront calculés par le secrétariat à la hauteur des frais supportés pour l'instruction des causes et la réunion de l'instance. Les dépens seront constitués par ces seuls frais à l'exclusion des frais ou honoraires de défense supportés par les parties.

Si l'appel est rejeté, la caution versée sera retenue en totalité. S'il est jugé partiellement fondé, elle pourra être restituée en partie, et en totalité s'il a été fait entièrement droit à l'appel.

The party or the FIA, bringing the appeal, must notify their appeal, in writing, to the Stewards of the Meeting within the two hours following the presentation of their intention to appeal; this notification must be accompanied by the payment of the appeal fee and by a brief justification for the use of the emergency procedure, written in French or in English, and it is the duty of the said Stewards to forward these documents by fax to the ICA.

The Secretary General of the ICA shall designate the Emergency Panel, comprising three members of the ICA, titular or deputy, according to their availability and none of whom may be of the same nationality of any of the parties involved; the Panel shall elect one from amongst them as President for the hearing, the date of which is set as soon as possible by the Secretary General who shall issue a convening notice accompanied by the above-mentioned documents. The convening notice will summon all the parties to a telephone and/or video conference.

The parties and the FIA may submit a reply to the Emergency Panel within the time limit set out in the convening notice. This reply may be given by fax or over the telephone. The Panel shall hear the parties and the representative of the FIA.

Having heard them and, where applicable, their witnesses, knowledgeable parties and experts, the Panel shall decide whether or not the decision taken by the Stewards of the Meeting must be accompanied by provisional execution.

The decision of this Emergency Panel shall be temporary pending the decision that will be subsequently handed down at the later hearing of the ICA before which the appeal is brought either by one of the parties or by the FIA, against the Stewards' decision.

The decision taken by the Emergency Panel shall be published in French or in English. Should the appellant decide to withdraw their appeal before the Emergency Panel or before the ICA, the provisions of article 16 shall apply.

#### **Article 24 - ICA Costs and Return of Appeal Fee**

In giving a judgement on an appeal brought before it, the ICA shall determine, according to the judgement, against whom to award the costs, which shall be calculated by the secretariat to the level of the expenses occasioned by the preparation of the case and the meeting of the ICA. The costs shall be composed of these expenses alone, to the exclusion of the expenses or defence fees incurred by the parties.

If the appeal is rejected no part of the appeal fee may be returned. If judged partially founded, the fee may be returned in part, and in its entirety if the appeal is upheld.

## **Article 25 - Droit de révision**

En cas de découverte d'un élément nouveau important susceptible de remettre en cause la décision du TAI, il sera permis de soumettre cet élément au TAI pour éventuel réexamen de la décision.

## **Article 26 - Transparence et règles concernant la publicité**

Les procédures suivantes s'appliqueront pour les litiges à caractère sportif uniquement :

- Un communiqué de presse sera effectué pour chaque affaire soumise au TAI afin d'annoncer la date et l'heure de l'audience ainsi que le Championnat (ou l'épreuve) et l'objet du différend en cause.
- Lors de chaque audience, en fonction des capacités d'accueil de la salle, les journalistes et les observateurs qui auront fait une demande écrite au secrétariat pourront être admis à l'audience. Dans le cas où le nombre de ces demandes serait supérieur à la capacité d'accueil de la salle d'audience, les intéressés seront autorisés à suivre les débats retransmis en direct, dans une salle distincte de celle de l'audience, au moyen d'un circuit interne de télévision, les prises de son et d'images restant toutefois soumises à autorisation.

Pour les affaires à caractère non sportif, ou les saisines à caractère consultatif ou d'arbitrage portées devant le TAI, les audiences resteront confidentielles sauf volonté contraire des parties. Si l'audience est ouverte à la presse, les procédures utilisées pour les affaires à caractère sportif s'appliqueront.

## **Chapitre 4**

### **Dispositions diverses**

## **Article 27 - Interprétation et modifications du Règlement**

Le présent Règlement est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le français prévaudra.

Toute modification au présent Règlement ne pourra entrer en vigueur sans avoir été proposée par le Congrès du TAI et approuvée par l'Assemblée Générale de la FIA.

## **Article 25 - Right of Review**

If a new material matter is subsequently discovered which is likely to call into question the decision of the ICA, it shall be permissible to submit this matter to the ICA for the possible reconsideration of the decision.

## **Article 26 - Transparency and Rules Regarding Publicity**

The following procedures will apply for cases of an exclusively sporting nature:

- A press notice will be issued for each case submitted to the ICA in order to announce the date and time of the hearing as well as the Championship (or event) concerned and the subject of the litigation.
- At each hearing according to the space available, those journalists and observers who have made a written application to the secretariat may be admitted to the Court. If the number of applications exceeds the capacity of the courtroom, journalists and observers will be allowed to follow the proceedings, broadcast live in a room separate from the courtroom, by means of a closed circuit television system, but the recording of sound or pictures remains subject to authorisation.

For non-sporting, consultative or arbitrational cases before the ICA the hearings will remain confidential unless, by agreement, the parties choose not to do so. If the hearing is open to the press the procedures used for sporting cases will be applied.

## **Chapter 4**

### **Miscellaneous Provisions**

## **Article 27 – Interpretation and Modifications to the Rules**

The present rules have been drafted in French and in English. In case of a difference of interpretation, the French text shall take precedence.

No modification to the present Rules may come into effect without having been proposed by the Congress of the ICA and approved by the FIA General Assembly.

## Article 28 - Autres recours

Pour dissiper toute incertitude, aucune disposition du présent règlement ne pourra empêcher une partie d'intenter des poursuites devant une juridiction, sous réserve toutefois de toute obligation acceptée par ailleurs, d'épuiser préalablement d'autres moyens ou mécanismes de résolution de litiges disponibles.

En recevant une licence et/ou en postulant pour participer à une épreuve inscrite au Calendrier International de la FIA, tous les concurrents et tous les licenciés acceptent et reconnaissent l'obligation de recourir en premier lieu aux procédures du TAI et de soumettre tous litiges relevant de sa compétence, par le biais de leur ASN, à ce TAI en première instance.

Lorsque, sans préjudice de ce qui précède, une partie prétend à une voie de recours alternative ou complémentaire devant une autre instance, cour ou tribunal, cette partie reconnaît et accepte de n'exercer une telle voie de recours qu'après avoir notifié cette instance, cour ou tribunal de l'existence des obligations contenues dans le présent Article, même lorsque l'application de ces dernières est contestée.

En outre, une partie prétendant à une voie de recours alternative ou complémentaire devant une autre instance, cour ou tribunal le notifiera de manière adéquate à la FIA, dans les plus brefs délais, avant d'engager une telle action.

## Article 28 – Alternative Remedies

For the avoidance of doubt, nothing in these rules shall prevent any party from pursuing any right of action which it may have before any Court or Tribunal, subject always to any obligations it may have accepted elsewhere first to pursue other remedies or alternative dispute resolution mechanisms.

By accepting a licence, and/or applying to participate in any event listed on the FIA's International Calendar, all competitors and licence holders accept and acknowledge the obligation first to use the ICA procedures and to refer through their ASNs all disputes requiring adjudication which are within the jurisdiction of the ICA to that Court in the first instance.

Where, notwithstanding and without prejudice to the above, any party seeks to establish an alternative, additional or further right of action before any other body, court or tribunal, such parties acknowledge and agree that they shall only pursue such a right of action having notified the body, court or tribunal of the existence of the obligations contained in this Article, even where they dispute whether those obligations apply.

Furthermore, any parties seeking to establish any alternative, additional or further right of action before any other body, court or tribunal, shall notify adequately and at the earliest opportunity, the FIA prior to the commencement of any such action.